

Mouvement
des **Entreprises**
de **France**



30 PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE QUI ENTREPREND

MAÎTRISONS LA PRODUCTION DE RÉGLEMENTATIONS AVEC UN CHOC DE SIMPLIFICATION	10
RENFORÇONS LA RÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE	11
ACCÉLÉRONS LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE PLUS DURABLE	12
STIMULONS L'INNOVATION	13
CRÉONS DES CHAMPIONS EUROPÉENS	14
SOUTENONS LA MOBILITÉ DES EUROPÉENS	15
AFFIRMONS NOTRE AUTONOMIE ET NOTRE SÉCURITÉ DANS LA MONDIALISATION	16
DÉVELOPPONS LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES	17



LE MEDEF SE MOBILISE POUR UNE EUROPE PLUS FORTE, COMPÉTITIVE ET ATTRACTIVE

L'Europe est plus que jamais au cœur de nos vies d'entrepreneurs.

Face à des tensions géopolitiques croissantes, une concurrence internationale forte, un écart de richesse qui se creuse — avec les États-Unis mais également la Chine —, sans oublier l'impérative transition écologique et le mur d'investissement dont elle est synonyme, la réindustrialisation, le défi du numérique, le choc démographique, il nous faut plus et mieux d'Europe.

Dans le même temps, force est de constater, avec lucidité, que cette même Europe est source d'incompréhension pour nos entreprises. En surproduisant normes et règlements, elle obère leur compétitivité et bride leur capacité à faire de l'Europe un continent puissant économiquement.

L'Europe peut être une force pour ses entreprises, pour peser sur la scène internationale, et répondre à la multitude de défis qui se présentent à nous.

Une Europe qui décide de retrouver la première place mondiale en termes de compétitivité.

Une Europe de la réindustrialisation et de l'innovation, conditions *sine qua non* de notre souveraineté et de notre capacité à relever le défi climatique.

Une Europe de la simplification qui ne doit pas être un frein à la liberté d'entreprendre mais encourager l'émergence de champions européens.

Une Europe qui se dote d'outils financiers afin de mobiliser son abondante épargne au service de sa souveraineté et de sa prospérité

Ce mieux d'Europe que nous appelons de nos vœux, je souhaite que nous en soyons les acteurs, tout particulièrement à la veille de l'échéance majeure des prochaines élections européennes. Et c'est tout le sens de nos propositions.



Ce projet est nourri par les échanges avec plus de 1200 chefs d'entreprise que Fabrice Le Saché, vice-président en charge de l'Europe, a rencontrés durant son tour de France, mais aussi par les contributions de nos 119 MEDEF territoriaux et régionaux et 100 fédérations professionnelles via notre plateforme dédiée aux élections européennes.

Le résultat : des propositions concrètes, constructives mais exigeantes pour celles et ceux qui font et feront l'Europe, reflets des attentes des 190 000 entreprises adhérentes du MEDEF qui ont soif de réussite collective. Des propositions que nous porterons sur le temps long, grâce au réinvestissement à Bruxelles et Strasbourg impulsé depuis mon élection, grâce aussi au renforcement de nos partenariats bilatéraux et multilatéraux avec nos homologues patronaux européens.

**Ensemble,
pour une Europe
qui entreprend !**

IL Y A URGENCE À AGIR !

L'apport considérable du marché unique à l'économie française et européenne ne peut être contesté. Pourtant, les quatre libertés de circulation des hommes, biens, services et capitaux sont encore souvent freinées par des obstacles, notamment réglementaires. Très attentif à l'enjeu européen, inquiet de la montée de l'euroscepticisme, le MEDEF est soucieux que l'Europe, et notamment la construction progressive du marché intérieur, réponde aux besoins des entreprises européennes.

Le MEDEF a ainsi identifié un certain nombre de solutions qui permettraient de répondre aux nouveaux défis du marché intérieur et de le consolider, de financer cette triple transition numérique, verte et démographique, et de redonner à l'Union européenne sa place sur la scène mondiale.

Premier marché mondial avec une balance commerciale excédentaire, l'Union européenne, bien que reconnue pour la qualité de ses infrastructures, de son système éducatif, de sa capacité d'innovation, occupe aujourd'hui la troisième place mondiale en termes de richesse produite. Avec 16,5 % du PIB, elle est devancée par les États-Unis (25,2 %) et la Chine (17,8 %).

Il y a 15 ans, l'économie de la zone euro rivalisait avec celle des États-Unis. Aujourd'hui, le PIB de la zone euro ne représente plus que 57 % de son homologue américain. En cause : une dynamique de croissance sans commune mesure aux États-Unis (+153 % depuis 2008 vs +49 % en Europe). Ce décrochage est également massif en termes de productivité. La productivité par emploi de la zone euro n'a progressé que de 7 % depuis fin 2019, quand celle des États-Unis a bondi de 19 %. Cette moindre création de valeur explique le décrochage du niveau de vie des Européens : le revenu des Américains est aujourd'hui 85 % plus élevé que celui des Européens.

Aucun rattrapage ne se dessine à court terme. L'an dernier, la croissance américaine a été cinq fois plus élevée que la croissance européenne. L'OCDE prévoit une croissance de 2,1 % aux États-Unis contre 0,6 % en zone euro. Même tendance du côté de l'investissement : le taux d'investissement devrait augmenter de 2 % aux États-Unis et de plus de 3 % en Chine, il n'augmenterait que de 0,3 % en 2024 dans la zone euro.

L'European Centre for International Political Economy a publié un classement du PIB par habitant des États américains et européens : l'Italie est juste devant le Mississippi, le plus pauvre des cinquante États américains, tandis que la France se situe entre l'Idaho et l'Arkansas, respectivement 48^e et 49^e États américains. L'Allemagne fait à peine mieux, située entre l'Oklahoma et le Maine (38^e et 39^e).

Enfin, le coût de notre énergie est 4 fois supérieur à celui des États-Unis, et nous continuons d'avoir une situation de dépendance forte dans certains secteurs : semi-conducteurs, matériaux critiques, médicaments.

NOTRE AMBITION

- ▼ **Construire une économie prospère comme fondement de notre sécurité, de nos libertés et de la défense de nos valeurs.**
- ▼ **Réussir les transitions écologique et numérique avec les entreprises.**
- ▼ **Stimuler l'innovation et l'investissement, augmenter la productivité, créer de nouvelles opportunités économiques.**
- ▼ **Réduire nos dépendances stratégiques.**
- ▼ **Faire de l'Europe la 1^{re} zone d'attractivité au monde.**

UNE DEMANDE FORTE DE NOS ADHÉRENTS

Entre le 15 décembre 2023 et le 27 mars 2024 le MEDEF a lancé une grande consultation de ses adhérents *via* une plateforme en ligne, un tour de France sur les priorités des entreprises à l'approche des élections européennes et de

nombreuses rencontres, auditions et événements. Cette consultation a permis de confronter des idées, de recueillir des contributions et de débattre des propositions à mettre en œuvre.

LA CONSULTATION EN CHIFFRES



1200
chefs d'entreprise
rencontrés



1 REF thema
Europe



230
contributions reçues de nos
adhérents



+100
réunions, colloques...



15 villes hôtes
du Tour de France



+40
organisations partenaires
consultées



PAROLES D'ENTREPRENEURS

“ Nous avons besoin d'une Europe plus concrète ”

“ Assumons une préférence européenne ”

“ Il nous faut moins de charge normative, moins de reporting et plus d'efficacité ”

“ Le marché intérieur est essentiel ”

“ Fixons-nous des objectifs clairs et stables à long terme pour permettre l'investissement ”

“ Il est indispensable d'avoir des règles communes ”

“ L'Europe doit sortir de sa naïveté tout en commerçant avec le monde ”

“ Modifions le régime des aides de l'État pour créer des champions européens ”

“ Accélérons les projets d'infrastructures transfrontaliers ”

“ Stoppons les surtranspositions ”

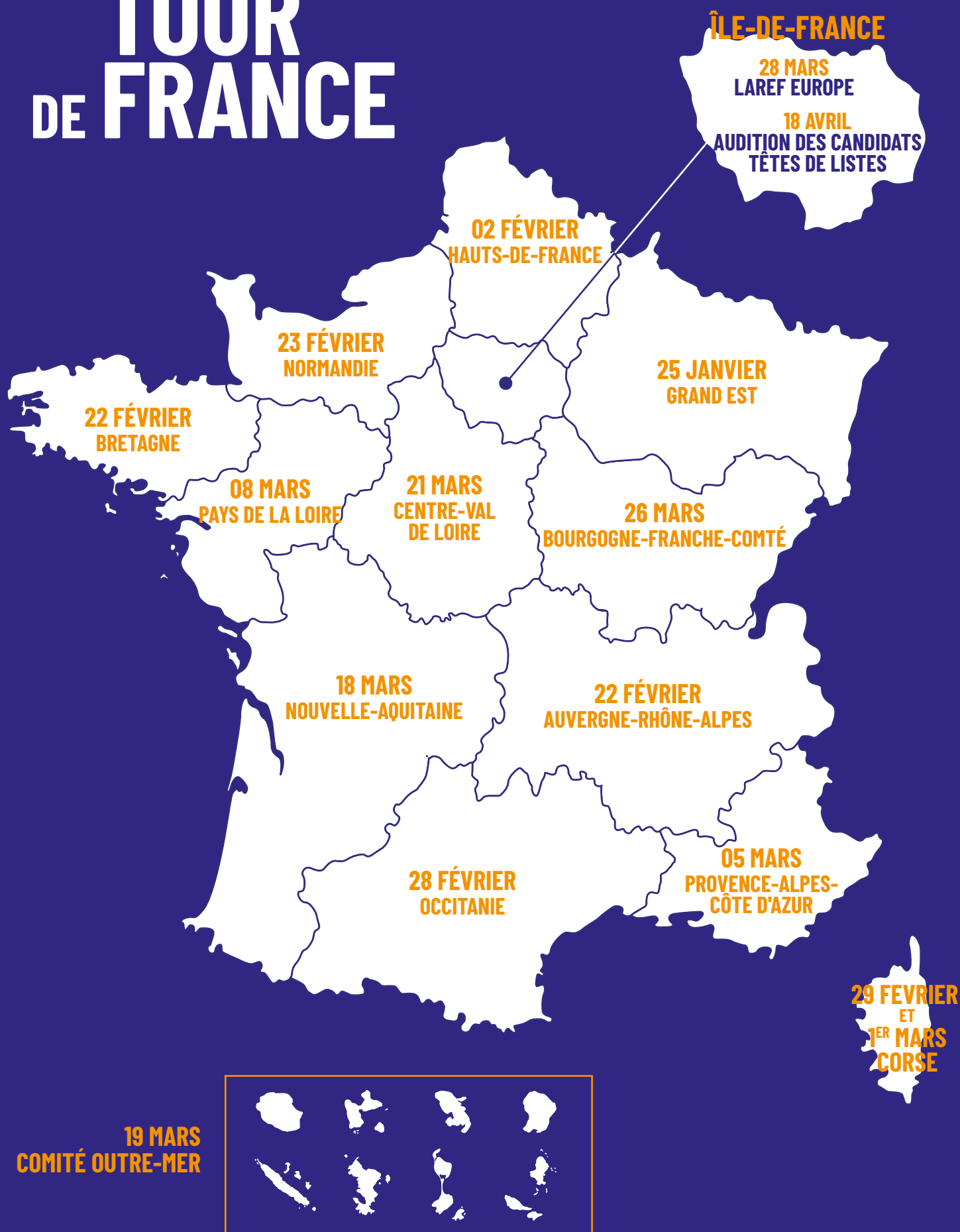


POUR UNE EUROPE QUI ENTREPREND !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024



LE GRAND TOUR DE FRANCE



19 MARS
COMITÉ OUTRE-MER



MAÎTRISONS LA PRODUCTION DE RÉGLEMENTATIONS AVEC UN CHOC DE SIMPLIFICATION

En imposant l'unification des normes, le marché unique a permis aux entreprises de pouvoir exporter facilement dans toute l'Europe. La norme européenne est devenue un outil de puissance, mais affaibli aussi par la sur-réglementation

DE 2017 À 2022



+850
nouvelles obligations
européennes
soit **12**
nouvelles obligations par
mois en moyenne



+5422
pages de réglementations



4% du PIB
coût de la charge
administrative dans l'UE

1 Élaborer un plan global d'allègement des réglementations applicables aux entreprises.

2 Donner à chaque commissaire un objectif de simplification, avec présentation annuelle des résultats devant le Parlement européen.

Instaurer une unité *nudge* (*nudge unit*) au sein de la Commission européenne (pour inciter à certains comportements au lieu de réglementer).

3 Systématiser les tests PME et les tests compétitivité pour améliorer l'efficacité de la norme.

4 Adopter une logique d'expérimentation grâce aux *sunset clauses* (périodes limitées dans le temps) et aux clauses de réexamen.

5 Adopter des mesures pour simplifier l'environnement juridique des entreprises : un code européen des affaires, simple, accessible à toutes les entreprises européennes ; création d'une société européenne simplifiée à responsabilité limitée.

RENFORÇONS LA RÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE

L'INDUSTRIE EN CHIFFRES

 **20 %**
de l'économie
de l'UE

 **35 M**
d'emplois directs

 **584 Mds €**
nécessaires pour les réseaux
électriques d'ici 2030

 **80 %**
des exportations
de biens

Sur la période 2016-2023, l'UE n'a représenté que 6,5 % des investissements industriels annoncés dans le monde, là où les États-Unis en captaient 17 % et la Chine 19 %.

6 Créer un fonds souverain européen puissant au service des technologies stratégiques (deeptech, biotech, pharmacie, industrie verte) représentant 10 % du budget annuel de l'UE (aujourd'hui 12 milliards) pour engendrer, par effet de levier, jusqu'à 200 milliards d'investissements privés.

7 Créer un « Buy European Act », avec des critères environnementaux et sociaux pour soutenir nos entreprises et promouvoir le label « fabriqué en Europe ».

8 Opérer un choc de simplification du régime relatif aux aides d'État (relèvement des seuils, autorisations temporaires par secteur) pour faire émerger les projets en faveur de la transition écologique, y compris pour les territoires ultra-marins.

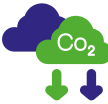
9 Plafonner à 4 mois le délai d'instruction des PIEEC* pour accélérer les coopérations industrielles ; créer une procédure assouplie pour les PIEEC PME ; créer des PIEEC infrastructures (infrastructures énergétiques, CCUS, recyclage).

10 Établir un plan de soutien massif à l'industrie européenne de défense, financé par un emprunt de 100 milliards d'euros, respectant le principe de préférence européenne.


11 Investir dans le développement et l'interconnexion de nos infrastructures énergétiques pour accroître la résilience énergétique européenne.

*PIEEC : Projet important d'intérêt européen commun

ACCÉLÉRONS LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE PLUS DURABLE

 **813 Mds d'€**
Coût de décarbonation en UE,
soit **5,1 %**
du PIB de l'UE

 **6,9 %**
d'émissions UE
dans le monde

 **0,8 %**
d'émissions France
dans le monde

 Indice
de circularité :
19,8 %
UE 11,7 %

12 **Réconcilier décarbonation et croissance**, en réalisant systématiquement des études d'impact évaluant l'incidence sur la compétitivité des entreprises.

13 **Adopter une directive bas carbone** pour sanctuariser la reconnaissance de la diversité et la complémentarité des solutions bas carbone, l'application concrète du principe de neutralité technologique, et le rôle primordial de l'innovation dans la transition écologique.

14 **Développer des petits réacteurs modulaires (SMR)**, qui permettront l'autonomie énergétique de centaines de territoires : harmonisation des normes au niveau européen ; incitations financières telles qu'un crédit d'impôt ; programmes de formation paneuropéens ; renforcer des partenariats public-privé.

15 **Accélérer le développement de l'économie circulaire** afin de rendre l'industrie européenne plus résiliente et davantage souveraine en termes d'utilisation des ressources, notamment en aidant la structuration de filières d'approvisionnement aussi robustes que les filières traditionnelles de produits neufs.

16 **Mettre en place un système simple d'aide à la décarbonation** des entreprises, sur le modèle de l'IRA américain (crédit d'impôt).

17 **Inciter à la réindustrialisation en priorité sur d'anciennes friches** (incitations financières et un accompagnement particulier afin de concilier développement économique et sobriété foncière).

STIMULONS L'INNOVATION

L'objectif européen de 3 % du PIB investi dans la R&D fixé au niveau européen en 2000 n'est toujours pas atteint.

PIB INVESTIS DANS LA R&D EN 2022



2,23 %

PIB de l'UE



3,46 %

PIB des États-Unis



3,34 %

PIB du Japon



4,93 %

PIB de la Corée du Sud

L'économie du numérique est 2 à 3 fois plus faible en Europe qu'aux États-Unis.



Sur les **100 entreprises de technologie** à la plus grande capitalisation fin 2023, **10 seulement sont européennes.**

* **DARPA** : Defense Advanced Research Projects Agency

18 **Adopter une démarche de rupture (Moonshots) au service de l'innovation** en doublant les moyens du Conseil européen de l'innovation (passant de 10 à 20 Mds € sur 6 ans) et en assouplissant les règles de gestion et de reporting pour gagner en agilité et se rapprocher du fonctionnement de la DARPA* américaine.

▼ **Créer un réseau des 200 villes intelligentes et zéro émission.**

▼ **Faire de l'Europe le leader de la santé numérique** : révolutionnons le système de santé européen par le numérique pour offrir une médecine personnalisée et préventive, accessible à tous ; créons un espace européen de données de santé ; favorisons les pôles transfrontaliers de médecine hospitalière (Belgique/Hauts-de-France ; Auvergne-Rhône-Alpes/Piémont ; Catalogne/Occitanie côté français et espagnol...).

▼ **Créer une agriculture intelligente pour une Europe durable** : transformons l'agriculture européenne en un modèle durable, capable de produire suffisamment tout en réduisant l'empreinte environnementale (utilisation de la robotique, de l'IA, et de l'agroécologie pour développer des systèmes de culture de précision, de drones pour la surveillance des cultures et du bétail, et de techniques avancées de gestion de l'eau et des sols).

▼ **Atteindre l'autonomie énergétique en Europe grâce au déploiement massif des énergies renouvelables et bas carbone**, couplé à un système de stockage innovant et des réseaux intelligents gérés par l'IA.

19 **Propulsons l'éducation numérique au premier plan de l'enseignement en Europe** (financement direct dans des programmes avancés en sciences et technologies, notamment en mathématiques, quantique et intelligence artificielle, avec une attention particulière pour l'augmentation de l'attractivité des carrières scientifiques auprès des jeunes filles).

CRÉONS DES CHAMPIONS EUROPÉENS

Pour une politique de concurrence permettant aux entreprises de relever les défis européens en matière de transitions environnementale et numérique, et de résilience du marché unique.

La décision de la Commission européenne refusant l'acquisition, en 2019, d'Alstom par Siemens aura empêché la constitution d'un champion européen du rail.

Il faut rendre l'enseignement supérieur européen plus compétitif, plus interconnecté, afin de garantir la place de l'Europe dans la course mondiale aux talents. Aucune université européenne ne se trouve aujourd'hui dans les 30 premières universités mondiales du classement de Shanghai. Notre objectif est par exemple qu'une université européenne ait intégré le TOP 10, et trois le TOP 30 d'ici 2030.

20 Construire une politique économique européenne adaptée au XXI^e siècle, en faisant évoluer notamment le **contrôle des concentrations** dans une logique moins exclusivement consumériste.

21 **Conduire une politique européenne des talents :**

- **en encourageant la création de diplômes européens** (à l'initiative de deux établissements d'enseignement supérieur au moins);
- **en s'appuyant sur un écosystème d'éducation et de formation continue intégré et numérisé**, adapté aux besoins de l'économie du futur (IA, quantique et post-quantique, nucléaire notamment);
- **en favorisant les pôles de recherche entre universités européennes, et en fléchissant vers ces pôles des financements européens.**

22 **Orienter** une plus grande partie des financements européens (FSE+ et Fonds pour une transition juste, notamment) vers la formation tout au long de la vie et les dispositifs de reconversions.

SOUTENONS LA MOBILITÉ DES EUROPÉENS

PÉNURIES DE MAIN D'ŒUVRE EN EUROPE

11M >> **20M**
de personnes
manquantes
dans les TIC*

265 M >> **258 M**
de personnes en
âge de travailler
en 2022

MOBILITÉ ERASMUS

2%
des apprentis seulement
bénéficient du programme

23 Lutter contre les pénuries de main d'œuvre en :

→ **adoptant** de nouvelles règles de coordination des systèmes de sécurité sociale afin de simplifier le détachement des salariés et aboutir à des règles équitables (qui ne favorisent pas les salariés transfrontaliers par rapport au salariés locaux);

→ **mettant enfin en place une reconnaissance mutuelle des qualifications en priorité dans les secteurs des TIC* et des services à la personne** (notamment médico-social).

24 Atteindre au moins 20 % des apprentis européens ayant effectué une mobilité européenne en 2035 dans le cadre du programme Erasmus+.

25 Développer l'Erasmus des professeurs, en recensant sur une plateforme numérique les meilleures pratiques en matière de transmissions des connaissances.

*TIC : technologies de l'information et de la communication

AFFIRMONS NOTRE AUTONOMIE ET NOTRE SÉCURITÉ DANS LA MONDIALISATION



2,7 Mds €

d'économies de droits de douane
par an



+174 Mds

d'exportations de l'UE en 2022
grâce aux accords de commerce

CETA

+53 %

d'échanges entre
l'UE et le Canada
entre 2017 et 2022



+47 %

d'exportations UE
sur la même période



173 IGP*
européennes



x3+

d'augmentation
des cyberattaques
en Europe
entre 2022 et 2023

+83 %

de deepfakes en Europe

32 %

des attaques mondiales
sont concentrées en
Europe en 2023

26

Poursuivre la négociation des accords de commerce avec les pays qui partagent les valeurs de l'UE notamment en matière écologique, en maintenant la priorité donnée à la réciprocité et en s'assurant d'une concurrence loyale.

27

Développer des partenariats stratégiques, notamment sur les matières premières critiques, afin de garantir les approvisionnements européens essentiels à une souveraineté européenne et l'accès aux marchés, et faciliter les investissements dans ce domaine.

28

Assurer la sécurité économique de l'UE : renforcer l'analyse des risques sur les chaînes d'approvisionnement, la coopération européenne en matière de contrôle des investissements étrangers entrant dans les secteurs stratégiques des semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, le quantique et les biotechnologies dès 2024.

29

Renforcer notre force de frappe en matière de cybersécurité grâce à une meilleure intégration de nos normes et labels et au déploiement d'un bouclier anti-fake news (partenariat public-privé visant à garantir la qualité des informations, grâce à un label « InfoCert »).

*IGP : Indication géographique protégée

DÉVELOPPONS LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

LES MARCHÉS ACTIONS



2x+grand

aux États-Unis
qu'en Europe

42 %

d'épargne en actions
européenne investie
aux États-Unis
en 2022

10 %

de financement
dans le marché
UE

vs

26 %

de financement
aux États-Unis

Valeur boursière des banques européennes

2007 **1^{re}**
américaine *ex aequo* **1^{re}**
européenne

2024 **1^{re}**
américaine = **10**
premières
européennes

30 **Faire croître les marchés de capitaux pour financer nos besoins futurs.**

- ▼ Mettre en place un test de compétitivité avant toute mesure sur les services financiers, et ajouter l'objectif de compétitivité à celui de stabilité pour les multiples autorités compétentes.
- ▼ Renforcer les acteurs européens pour disposer de services de qualité au plus près de nos besoins.
- ▼ Simplifier les démarches des épargnants pour accéder à des placements paneuropéens.
- ▼ Desserrer les contraintes prudentielles qui pèsent sur les investisseurs institutionnels afin de diversifier leurs investissements notamment en actions des entreprises.
- ▼ Revitaliser le marché de la titrisation à l'échelle de l'UE, en simplifiant le cadre prudentiel.
- ▼ Financer les *scale-up* de la Tech : demander que tous les pays européens alimentent le fonds Initiative champions technologiques européens (ICTE).

NOTES





Mouvement des entreprises de France
55 avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 53 59 19 19
www.medef.com